

Développement rural

Sécurité alimentaire et nutritionnelle : Atteindre l'objectif de développement durable n° 2 « Faim zéro »



*Sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), les objectifs pertinents sont indiqués en couleur.

Situation générale

La production alimentaire mondiale est fortement affectée par le climat et d'autres facteurs environnementaux naturels. En particulier, la sécurité alimentaire des pays en développement peut se dégrader en cas d'année maigre, causant de lourds dommages aux pauvres dans les zones urbaines et aux petits agriculteurs et pêcheurs dans les zones rurales. L'approvisionnement alimentaire de la planète est assuré par l'agriculture, premier secteur d'emploi au monde avec 40 % de la population active. Ce secteur soutient également l'emploi et les revenus des pauvres dans le monde en développement.

Il est fondamental d'augmenter la productivité agricole et les revenus des petits exploitants – dont le nombre est estimé à 475 millions – et de répondre à la demande alimentaire des pays en développement et de la population mondiale dans son ensemble. Atteindre ces objectifs implique la diffusion de meilleures variétés, l'introduction de méthodes agricoles durables, le développement des infrastructures agricoles et la promotion d'une agriculture qui crée de la valeur ajoutée et garantit mieux la sécurité alimentaire.

Aujourd'hui, l'insécurité alimentaire mondiale est telle que 800 millions de personnes n'ont toujours pas un accès suffisant à l'alimentation et la nutrition. Les disparités régionales restent très importantes tandis que les risques naturels liés au changement climatique compliquent encore un peu plus la situation. Pour aller de l'avant, il est nécessaire d'augmenter la production de céréales de base en améliorant la productivité des terres agricoles par des installations d'irrigation, entre autres moyens. La demande alimentaire croissante se traduit en outre par une pression excessive de la pêche qui, avec la dégradation des écosystèmes liée à la pollution marine et au changement climatique, réduit la capacité de reproduction des ressources halieutiques. Enfin, la hausse de la demande de produits d'élevage impose de mieux lutter contre les maladies animales.

Actions de la JICA

La JICA a adopté l'idée de « sécurité alimentaire et nutritionnelle », un concept qui englobe la stabilité de l'apport nutritionnel et de l'approvisionnement alimentaire. Dans cette optique, la JICA a récemment intensifié ses efforts pour améliorer l'accès à l'alimentation et son utilisation, accroître la stabilité de la disponibilité alimentaire, et renforcer les liens entre les différentes approches du développement agricole et rural. Ces activités visent à atteindre les objectifs de développement durable (ODD), et plus particulièrement l'objectif 2, « Faim zéro ». Les activités spécifiques mises en œuvre à cette fin par la JICA comprennent :

1. Vers la croissance économique

La JICA cherche à stabiliser l'approvisionnement alimentaire

et augmenter les revenus des producteurs. La coopération au développement de la JICA dans ce domaine est conçue pour (1) stimuler la productivité alimentaire en développant les infrastructures agricoles et en améliorant les compétences en matière de production et de gestion agricoles et (2) soutenir l'ensemble des chaînes de valeur alimentaires de la fabrication à la transformation, puis la distribution et la consommation. Pour les pays d'Asie du Sud-Est, l'accent est mis sur la sécurité et la valeur ajoutée des produits agricoles.

La JICA a adopté l'approche d'autonomisation et de promotion des petits exploitants horticoles (SHEP pour Smallholder Horticulture Empowerment and Promotion) dans plus de 23 pays, soutenant près de 3 000 administrateurs et vulgarisateurs agricoles et 18 000 exploitants pour le seul exercice 2017. SHEP a été développée conjointement par la JICA et le gouvernement du Kenya à travers la mise en œuvre de projets. La JICA promeut également l'utilisation des TIC et les partenariats avec le secteur privé et les organisations internationales afin qu'un nombre accru de petits exploitants aient accès à des services de vulgarisation agricole de qualité.

2. Développement centré sur l'humain (amélioration de la nutrition)

En août 2016, le premier ministre japonais Shinzo Abe a annoncé le soutien du Japon à l'initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique (ISANA) à l'occasion de la sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI). Dans le cadre de l'ISANA, la JICA contribue à l'amélioration de la nutrition en Afrique par une approche multisectorielle couvrant la promotion agricole, la santé et l'éducation. Au cours de ce processus, la JICA tire parti des expériences du Japon, en particulier lors de la mise en œuvre de programmes d'amélioration des moyens de subsistance.

Les activités de la JICA durant l'exercice 2017 comprennent le lancement d'un programme de formation par région et en groupe pour les administrateurs gouvernementaux des pays en développement, ainsi que l'établissement d'un secrétariat à Johannesburg, en Afrique du Sud, en partenariat avec l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD pour New Partnership for Africa's Development) afin d'initier une aide pour l'élaboration de stratégies nationales.

La JICA prévoit de renforcer sa contribution à l'amélioration de la nutrition en Afrique, notamment par l'élaboration et la mise en œuvre de nouveaux projets de coopération technique et par l'envoi de volontaires de la JICA.

3. Paix, stabilité et sécurité

L'aide de la JICA pour assurer la paix, la stabilité et la sécurité comprend (1) le renforcement du modèle de développement régional et la promotion d'une application plus large de ce modèle dans la phase de mise en œuvre du processus de paix en Colombie ; (2)

l'identification des orientations de l'aide pour le développement agricole et rural en Irak et la conception de cette aide ; (3) l'extension de l'aide pour le développement agricole et rural en Afghanistan ; et (4) le développement des capacités institutionnelles, principalement dans le secteur agricole au Soudan du Sud.

4. Réponse au problème mondial de la sécurité alimentaire

(1) Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD)

L'engagement de la CARD visant à doubler la production de riz en Afrique subsaharienne sur une période de dix ans, pris à l'occasion de la TICAD VI en 2008, devrait être atteint en 2018, en grande partie grâce à la coopération technique et à l'aide financière accordées par la JICA aux pays participants, en coordination avec des organisations internationales [→ voir l'étude de cas ci-dessous]. L'écart entre la production et la demande de riz en Afrique n'en demeure pas moins important. Plusieurs pays africains ont demandé à la JICA de poursuivre ses activités visant à augmenter la production rizicole en 2019 et au-delà.

Les enquêtes de terrain et les consultations avec les organisations internationales concernées durant l'exercice 2017 ont abouti à la planification de la phase 2 de la CARD. Lors de cette seconde phase, l'accent sera mis sur la stabilisation de la production rizicole dans la perspective du changement climatique, l'amélioration de la qualité du riz produit en Afrique, et le développement de l'industrie rizicole en partenariat avec des entreprises privées du Japon et d'autres pays.

(2) Résilience face au changement climatique

La JICA déploie une aide principalement dans les régions touchées par la sécheresse en mettant l'accent sur le développement des installations d'irrigation, l'organisation d'associations d'usagers de l'eau, le développement de variétés de riz adaptées aux conditions climatiques difficiles et le renforcement des services de vulgarisation agricole. En Indonésie et en Éthiopie, la JICA travaille avec des sociétés d'assurance basées au Japon et dans des pays en développement pour soutenir l'introduction d'une assurance indicelle agricole permettant un paiement rapide en cas de dommages sans avoir à en évaluer la portée réelle sur la production.



Ouganda : Un agriculteur local et un volontaire japonais pour la coopération à l'étranger dans une exploitation NERICA avant la récolte [photo : Koji Sato].

(3) Gestion durable des ressources halieutiques et promotion de l'aquaculture

Lors de l'exercice 2017, l'approche de cogestion des pêcheries, regroupant un ensemble de bonnes pratiques élaborées dans le cadre d'un projet de la JICA mené dans six pays des Caraïbes, a été partagée avec les pays membres de la Communauté caribéenne (CARICOM).

Dans un contexte où l'aquaculture apparaît comme un moyen efficace de diminuer les importations et d'améliorer la nutrition en Afrique, l'approche de vulgarisation de « fermier à fermier » pour l'aquaculture continentale a fait ses preuves au Bénin. Cette approche a notamment été diffusée auprès des pays voisins par les programmes de formation de la JICA au niveau régional.

(4) Élevage et santé animale

La JICA déploie une aide en matière d'élevage et de santé animale en Mongolie et au Kirghizistan. Cette aide est destinée à soutenir les vétérinaires grâce à un enseignement conforme aux normes internationales ainsi qu'à une meilleure formation continue. Elle vise également à contribuer au développement de chaînes de valeur alimentaires, notamment par une meilleure gestion de la santé et de l'hygiène, afin de promouvoir le commerce intra-régional du lait et des produits laitiers. Au Myanmar, la JICA prépare un projet de lutte contre la fièvre aphteuse en coopération avec des organisations internationales.

<Madagascar : Projet d'amélioration de la productivité rizicole et de gestion des bassins versants et des zones irriguées (PAPRIZ phase 2)>

Diffusion accrue de la technologie auprès des riziculteurs



Des agricultrices locales se réjouissent de la qualité de la récolte.

Madagascar est le premier producteur et consommateur de riz en Afrique. Sa consommation annuelle par habitant dépasse 145 kilos, soit bien plus que le Japon. Les rizières représentent plus de 40 % de la surface cultivée du pays. Cependant, le rendement par unité de surface reste en moyenne inférieur à trois tonnes par hectare.

C'est pourquoi un projet a été lancé pour stimuler la productivité rizicole dans les zones cibles en formant des responsables techniques du ministère de l'Agriculture de Madagascar en tant que vulgarisateurs chargés d'apprendre aux exploitants des techniques de culture

adaptées à leurs capacités.

Les agriculteurs des zones cibles reçoivent une formation sur les techniques rizicoles et la gestion des bassins versants. Le projet propose l'utilisation d'un kit de démarrage en appui à la politique du ministère de l'Agriculture visant à diffuser ces techniques dans tout le pays.

Ce kit, fabriqué à titre d'essai en coopération avec une entreprise privée, contient des semences de qualité et des engrais pour dix ares ainsi qu'une brochure technique. Il a fait l'objet d'un vif intérêt de la part des agriculteurs locaux.